

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 DIJON

DIJON, le 20/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INDREXT

RD 115J

21700 Villers-la-Faye

Références : 2023-283
Code AIOT : 0005402152

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/05/2023 dans l'établissement INDREXT implanté Les Egouteaux 21700 Chaux. L'inspection a été annoncée le 14/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INDREXT
- Les Egouteaux 21700 Chaux
- Code AIOT : 0005402152
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société INDREXT a été autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et ses installations annexes par arrêté préfectoral du 17 mars 2004. L'exploitation est autorisée pour une durée de 30 ans.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 25.2	/	Sans objet
4	Fronts	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 22	/	Sans objet
7	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5	/	Sans objet
8	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6	/	Sans objet
10	Émissions canalisées	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Production	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2	/	Sans objet
2	Clôtures	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 15	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Phasage	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 22	/	Sans objet
6	Plan	Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 41	/	Sans objet
9	Surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les dimensions minimales de banquettes ne sont par endroits pas respectées. Par ailleurs, le réseau de surveillance des retombées de poussières est à renforcer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La carrière est destinée à l'extraction de calcaire à raison d'une production brute annuelle de 250 000 tonnes en moyenne ne pouvant excéder 310 000 tonnes.</p> <p>2.2. Des installations de traitement des matériaux (criblage, concassage) fixes implantées sur les parcelles de Villers la Faye et des installations de traitement des matériaux mobiles sur le carreau de la carrière (voir annexe 2). La production maximale sera de 310 000 t.</p> <p>Constats : L'exploitant déclare que l'exploitation de Chaux fonctionne dans des quantités faibles depuis 2018. En 2023, trois tirs de mines ont été réalisés pour extraire environ 20000 tonnes de matériaux.</p> <p>Les déclarations sur GERE pour les années 2020 à 2022 rapportent une production annuelle nulle. En plus des installations de traitement fixes, des installations mobiles de concassage et de criblage sont présentes au niveau de la carrière.</p> <p>L'activité de concassage fonctionne à partir de matériaux provenant d'une carrière voisine située à quelques centaines de mètres du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau du chemin d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Depuis le ponton d'accès à la zone en cours d'exploitation, des clôtures sont en place de part et d'autre du chemin d'accès ainsi que des merlons le long des pistes qui ceinturent la zone en cours d'exploitation. En contrebas des merlons, à l'ouest de la piste, un chemin pédestre existe, il est longé d'une clôture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 25.2
Thème(s) : Situation administrative, Remise en état
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La remise en état progressive du site nécessite la réalisation des dispositions suivantes : - un merlon sera réalisé en périphérie de la zone exploitée. Il sera constitué notamment des matériaux issus des bancs de découverte, des terreux issus du décapage. La construction du double merlon se fera au fur et à mesure de l'état d'avancement. Une végétalisation artificielle d'espèces locales se fera sur ces merlons, - les fronts de taille seront talutés à 45° sur toute leur hauteur. Le remblaiement se fera avec des matériaux stériles et par apport de terre végétale. Une végétalisation sera mise en place. Un petit merlon sera constitué aux pieds des modelés. Un schéma illustrant ceci se trouve en annexe 4, - d'autres fronts de taille seront conservés sous forme de pans rocheux abrupts. Des zones d'éboulis de blocs rocheux seront mises en place à la base des pans rocheux (voir annexe 5), [...]
Constats : Un point est fait sur la progression de la remise en état. Le dossier de demande d'autorisation de juillet 2003 (p.33) prévoit notamment : « 1ère phase : Les stériles et les découvertes permettront d'entamer la construction du double

merlon périphérique (franchissement et sécurité) qui sera végétalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux. [...]

2ème phase : La construction du double merlon périphérique se poursuivra.

3ème phase : La construction du double merlon périphérique et son aménagement se poursuivront.

Au fur et à mesure des travaux de découverte, le front de 15 m ainsi créé en limite Est des parcelles 972 et 973 et en limite Nord de la parcelle 973 sera taluté à 45° et aménagé par enherbage et plantations.

4ème phase : L'extension du double merlon périphérique se poursuivra au rythme de l'avancée des travaux.

6ème phase : - maintien de 4 fronts en limite Est et Nord, le front supérieur en exploitation atteindra la cote maximale de 335 m et sera surmonté du talus atteignant la cote 350 m.

- constitution de 4 fronts en limite Ouest avec une cote maximale de 335 m. Le front supérieur Ouest sera taluté à 45° et végétalisé.

L'aménagement du double merlon sera totalement achevé.

Cette dernière phase consistera aussi en un réaménagement complet du site de la carrière (fronts supérieurs et intermédiaires, carreau) et du site de la plate-forme de traitement. »

L'extraction se situe actuellement en phase 3 (2015-2019) alors qu'elle devrait se situer en phase 4 (2020-2024). Le site a été inspecté en remontant la piste par l'Ouest, le long des parcelles 66 et 65 section AK, depuis le ponton de la parcelle 67 à l'entrée et jusqu'à la banquette à la cote 322 m NGF, au Nord de la carrière. Les abords Nord et Est du site n'ont pas été vus.

Un double merlon a été constitué sur la moitié (environ 280 m) du front Ouest de la carrière, ensuite des blocs assurent la mise en sécurité du chemin. Les merlons ne sont pas végétalisés.

NON-CONFORMITÉ : Le double merlon périphérique n'est pas végétalisé, alors qu'il devrait être artificiellement végétalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Le front sur les parcelles 972 et 973, prévu en phase 3, n'a pas encore été créé.

Le front supérieur Ouest, qui devra être taluté et végétalisé en phase 6, est partiellement taluté mais n'est végétalisé qu'à l'entrée de la carrière. Les autres fronts sont abrupts. La piste qui longe le front de taille Est est talutée.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Fronts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Fronts
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 22.2 - Après réalisation de la découverte, les matériaux sont extraits par tirs de mines en laissant en place des gradins d'une hauteur ne pouvant excéder 15 m séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 m en cours d'exploitation.
Constats : Par courriel du 16 juin 2023, l'exploitant a transmis le plan topographique réalisé en avril 2023. D'après ce plan, la carrière est constituée de cinq gradins dont la hauteur est de 13 mètres (329-342 m NGF), 7 mètres (322-329m NGF), 12 mètres (310-322m NGF), 12 mètres (298-310 m NGF) et de 13 mètres (285-298 m NGF). NON-CONFORMITE : La banquette située à la cote 310 m NGF présente une largeur d'environ 7 mètres sur environ 15 mètres de long (sachant que la longueur du front est d'un peu moins de 200 mètres).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 22
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 22.3 - L'exploitation se déroule suivant le plan annexé (annexe 1) en 6 phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation.
Constats : L'extraction se situe actuellement en phase 3 (2015-2019) alors qu'elle devrait se situer en phase 4 (2020-2024).
Observation : L'exploitation est en retard sur le phasage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2004, article 41
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un plan de la carrière. Sur ce plan, sont reportées : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,- la position des fronts,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- les zones remises en état,- la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.
Constats : Le plan topographique réalisé en avril 2023 comporte les éléments attendus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.5
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants de carrières, à l'exception de celles exploitées eu eau, dont la production annuelle est supérieure à 150 000 tonnes établissent un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre. Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ...
Constats : Un réseau de mesure des retombées de poussière a été mis en place. Le suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées (NF X 43-014 (2017)). Le réseau de points de mesure est constitué de 6 jauges : <ul style="list-style-type: none">- 4 en périphérie de la carrière et des industries voisines ;- 1 témoin (« bruit de fond ») au niveau du site réaménagé de l'ancien terril de Villers à environ 0,7 km de la carrière- et, depuis 2023, 1 aux abords de la centrale à béton à proximité de la carrière. Les prélèvements des retombées de poussières sont effectués par l'exploitant et analysés sur place au sein du laboratoire de la SAS 2170. La procédure de contrôle des retombées de poussières dans l'environnement (PR-LAB-57 v0) indique suivre la norme NF X 43-014. L'exploitant récupère les données météo auprès de Météo France. Le rapport d'interprétation ITGA en date du 03/05/2023 mentionne, pour l'ensemble des campagnes faites du 13/12/2021 au 11 janvier 2023, que les vents proviennent principalement du Nord (12%), du Nord-Nord-Est (11%) et du Sud (13%). NON-CONFORMITE : Le plan de surveillance mentionne au paragraphe 5 les différentes zones d'émissions de poussières toutefois leur importance respective n'est pas détaillée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p>
Constats : NON-CONFORMITE : Le réseau de points de mesure ne comporte aucune implantation de type (b) alors que des habitations sont potentiellement à moins de 1 500 m des limites du périmètre autorisé et sous les vents dominants sur les communes de Chaux et Villers La faye.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2003) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en $\text{mg/m}^2/\text{jour}$. L'objectif à atteindre est de $500 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures collectives.
Constats : Le réseau de points de mesure ne comporte aucune implantation de type (b). Les mesures de 2020 à 2023 ont été au plus de $478 \text{ mg/m}^2/\text{jour}$ sur les jauges en périphérie de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes :</p> <p>– pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW : 20 mg/Nm³ ;</p> <p>[...]</p> <p>Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté.</p> <p>Pour les installations de premier traitement de matériaux de carrière dont la puissance est supérieure à 550 kW, l'exploitant met en œuvre, selon la puissance d'aspiration des machines, les dispositions suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>b) Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m³/h.</p> <p>Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. [...]</p>
<p>Constats : Les installations sont autorisées pour une puissance totale de 1575,5 kW.</p> <p>Un rapport réalisé par SOCORAIR pour des mesures faites le 16/12/2021 porte sur les émissions canalisées du broyeur 1 (2170, ex-JPS GRANULATS) et du broyeur 2 (INDREXT).</p> <p>Concernant le broyeur 2 (INDREXT), le débit a été mesuré à 4524 Nm³/h. La concentration moyenne sur gaz secs en poussières est de 0 mg/Nm³.</p> <p>DEMANDE DE COMPLÉMENT: Il est demandé à l'exploitant de justifier l'obtention d'une concentration moyenne nulle au rejet canalisé de l'installation de traitement.</p> <p>NON-CONFORMITÉ : La fréquence annuelle de contrôle des valeurs limite du rejet canalisé n'est pas respectée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet